

# Communiqué de Presse

Unité de Communication de l'Assemblée parlementaire



Réf: 772f07

Tel: +33 3 88 41 31 93

Fax : +33 3 90 21 41 34

pace.com@coe.int

internet: www.coe.int/press

47 membres

Albanie  
Allemagne  
Andorre  
Arménie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Belgique  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Grèce  
Hongrie  
Irlande  
Islande  
Italie  
Lettonie  
"L'ex-République  
yougoslave de  
Macédoine"  
Liechtenstein  
Lituanie  
Luxembourg  
Malte  
Moldova  
Monaco  
Monténégro  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
Portugal  
République tchèque  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Russie  
Saint-Marin  
Serbie  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse  
Turquie  
Ukraine

## « Il est essentiel de dialoguer pour jeter des ponts et restaurer la confiance en Géorgie » selon des rapporteurs de l'APCE

Strasbourg, 10.11.2007 - Matyas Eörsi (Hongrie, ADLE) et Kastriot Islami (Albanie, SOC), co-rapporteurs de la commission de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour la Géorgie, ont aujourd'hui exprimé leur conviction qu'il est dans l'intérêt de la Géorgie de lever l'état d'urgence le plus vite possible.

Les co-rapporteurs ont appelé le gouvernement géorgien à restaurer dans leur intégralité le fonctionnement normal des institutions et des processus démocratiques. Ils ont rappelé aux autorités géorgiennes qu'elles devaient observer strictement les principes de l'état de droit et respecter les dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme, notamment la liberté d'expression, d'information et d'association.

« Plus que jamais, il est essentiel de dialoguer pour jeter des ponts. Nous appelons le pouvoir et l'opposition à rétablir un dialogue constructif et à rechercher le consensus afin de trouver un compromis pour sortir le pays de cette logique destructrice et de prendre des décisions sur les futurs processus électoraux », ont déclaré les co-rapporteurs de l'APCE, qui ont également exhorté l'opposition à ne pas boycotter le travail parlementaire.

En outre, les co-rapporteurs ont souligné que, dans un système démocratique, rien ne saurait justifier la violence policière contre des manifestants pacifiques, la fermeture de sociétés de radiodiffusion privées ou l'application de restrictions en matière de diffusion d'information. « La liberté des médias doit être garantie sans condition. Les mesures prises ces derniers jours représentent un grand pas en arrière pour un Etat démocratique à part entière qui aspire au respect des valeurs fondamentales de la démocratie pluraliste et des droits de l'homme » ont déclaré MM. Eörsi et Islami.

« Comme la communauté internationale, l'APCE sera aux côtés de la Géorgie afin d'aider sa démocratie récente à surmonter cette situation difficile et de restaurer la confiance. Nous nous félicitons de l'annonce par le Président Saakachvili d'élections présidentielles anticipées. Il faut à présent s'attacher à rassembler les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables, conformes aux normes européennes », ont-ils conclu.

Les co-rapporteurs de l'APCE effectuent jusqu'au 11 novembre une visite de trois jours à Tbilissi afin d'évaluer la situation sur le terrain en s'entretenant avec des représentants des autorités, de l'opposition politique et des médias, ainsi qu'avec des ambassadeurs.

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président : René van der Linden (Pays-Bas, PPE/DC) - Secrétaire Général de l'Assemblée : Mateo Sorinas.

Groupes politiques : SOC (Groupe Socialiste) ; PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen) ; ADLE (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe) ; GDE (Groupe des Démocrates européens) ; GUE (Groupe pour la Gauche unitaire européenne).